



# CoM 2013

“Industrialization for an Emerging Africa”

21-26 March 2013 • Sofitel Abidjan Hotel Ivoire • Abidjan, Côte d'Ivoire

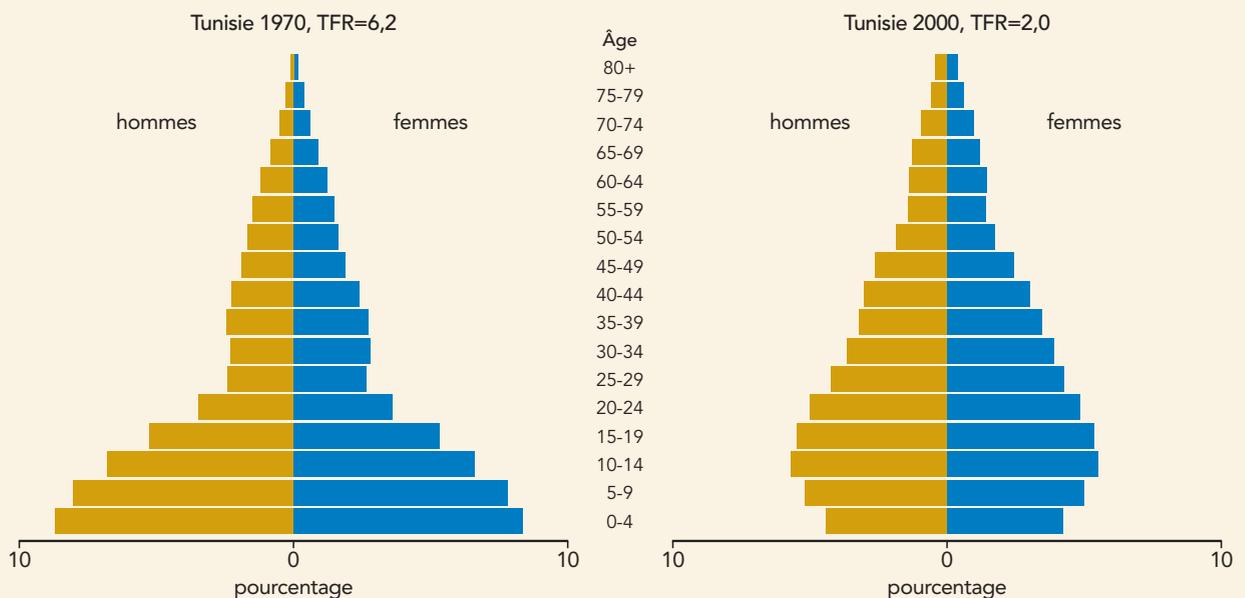
## INITIER LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE EN ATTEIGNANT UNE BAISSÉ DE LA FÉCONDITÉ

L'accélération de la croissance économique du dividende démographique reste une possibilité pour beaucoup de nations africaines mais, pour que le processus s'amorce, les pays doivent privilégier des investissements stratégiques afin de réduire la fécondité (nombre d'enfants par femme) et la mortalité infantile (décès). Tant que les pays n'adressent pas le problème posé par la structure très jeune de leur population à travers le planning familial, l'éducation, et d'autres investissements qui contribuent à des familles moins grandes et en meilleure santé, ils n'atteindront pas leur plein potentiel de croissance économique qui passe par un dividende démographique.

Pour que les pays puissent bénéficier d'un dividende démographique, ils ont besoin de faire des investissements qui conduisent à avoir une plus petite population en âge scolaire et une plus grande population en âge actif.

- **L'espacement des naissances et le planning familial.** Aider les femmes à choisir quand et combien d'enfants elles souhaitent grâce au planning familial est au cœur de la baisse de la fécondité et de la réalisation de ce changement nécessaire à la structure de la population.
- **La survie de l'enfant.** Lorsque les parents voient leurs enfants prospérer, ils se rendent compte qu'avoir moins d'enfants peut être bénéfique. Les investissements dans la protection de la santé des enfants sont essentiels pour établir un désir pour des familles de plus petite taille.
- **L'éducation des filles.** L'éducation, surtout pour les filles, joue un rôle essentiel dans la baisse de la fécondité. Quand les filles restent à l'école plus longtemps, elles sont moins susceptibles de se marier et d'avoir des enfants à un jeune âge. Les filles ayant une éducation secondaire ont des enfants plus sains et moins nombreux.

### La baisse de la fécondité a facilité le dividende démographique de la Tunisie



Sur une période de 30 ans, la Tunisie a subi une transition qui a initié un dividende démographique: la fécondité est passée de 6,2 naissances par femme à 2,0 et la mortalité des enfants de moins de 5 ans est passée de 181 décès pour 1000 naissances vivantes à 17. Pendant la même période de temps, le revenu national brut par personne est passé de 874 USD à 2146 USD (en USD constants de 2000), ce qui reflète l'exploitation par la Tunisie de son dividende démographique.

## LE PLANNING FAMILIAL AIDE À TRANSFORMER LA STRUCTURE DE LA POPULATION PAR ÂGE

La première étape vers l'atteinte du dividende démographique est de passer par une transition démographique – d'une natalité et d'une mortalité élevées à des taux faibles. Bien que la plupart des pays aient fait des progrès significatifs dans la réduction de la mortalité, de nombreux pays continuent à maintenir des niveaux élevés de fécondité et ne sont donc pas prêts pour un dividende démographique. Tant que la fécondité et la croissance démographique qui en résulte demeurent élevées, la taille de la population en âge scolaire sera plus importante que la population adulte en âge de travailler. Les familles et les gouvernements auront du mal à investir dans la santé et l'éducation des enfants et auront peu de ressources supplémentaires pour investir dans les infrastructures nécessaires pour stimuler la création d'emplois et la croissance économique.

Une stratégie clé pour réduire la fécondité est de toucher le grand public avec des messages sur les bénéfices sanitaires et économiques des familles saines et de plus petite taille et de fournir aux femmes et aux hommes des informations et des services de planification familiale volontaire. Plus de 50 pourcent des femmes mariées en Afrique qui ne veulent pas tomber enceinte ou veulent retarder une grossesse n'utilisent pas un moyen de contraception moderne. Le renforcement de l'engagement politique et l'accroissement des ressources pour le planning familial, comme on le voit dans plusieurs pays d'Afrique orientale et australe, sont essentiels pour faire de la transition démographique en Afrique une réalité. Lorsque les femmes peuvent choisir quand et à quelle fréquence elles veulent avoir un enfant, elles sont plus susceptibles de choisir d'avoir moins d'enfants et de réaliser leur taille de famille souhaitée. Ainsi, à travers la promotion de l'utilisation de contraceptifs modernes, les taux de fécondité baissent et les pays peuvent commencer à voir changer la taille des tranches d'âge de leur population, ouvrant la voie à un dividende démographique.

## LA SURVIE DE L'ENFANT ENTRAÎNE UNE BAISSÉ DE LA FÉCONDITÉ

La réalisation d'un dividende démographique nécessite une population en bonne santé. Lorsque les parents voient leurs enfants prospérer, ils reconnaissent l'intérêt d'une plus petite famille et sont prêts à dépenser plus pour la santé et l'éducation de leurs enfants. Les investissements pour la survie des enfants jouent un rôle clé dans le déclenchement et le maintien des niveaux de fertilité. Quand les décès infantiles et juvéniles diminuent, le désir d'une famille plus petite et la demande de

planning familial augmente. Dans de nombreux pays d'Afrique, les couples désirent encore avoir des familles nombreuses, en partie à cause de la forte inégalité de l'amélioration de la survie des enfants. Alors que la plupart des pays africains ont fait de grands progrès dans la survie des enfants au cours de la dernière décennie, parmi les ménages du quintile le plus pauvre, le taux de mortalité infantile est encore près du double du taux de celui des ménages du quintile le plus aisés. En conséquence, les taux de fécondité sont aussi environ deux fois plus élevés chez les ménages pauvres d'Afrique que chez les ménages aisés. La persistance de l'inégalité reflète la nécessité de faire en sorte que les pauvres aient accès à des interventions de survie des enfants ainsi que des programmes de santé reproductive, afin de faciliter davantage la transition démographique nécessaire à la croissance économique accélérée.

## L'ÉDUCATION CONTRIBUE À INITIER UN DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Quand les garçons et les filles ont un accès égal à l'éducation, la croissance économique accélérée est possible. Dans le cas des filles, l'éducation, surtout au niveau secondaire, contribue à accroître le déclin de la fécondité. L'enseignement secondaire contribue à retarder le mariage des filles et la première grossesse et ouvre de nouvelles possibilités pour les femmes au-delà de leur rôle traditionnel dans la maison. Les femmes qui se marient plus tard ont tendance à avoir moins d'enfants que les femmes qui se marient à un jeune âge. Des études indiquent que dans les pays d'Afrique à forte fécondité et ayant une faible moyenne d'âge au moment du mariage, la croissance future de la population pourrait être ralentie de 15 à 20 pourcent en retardant le mariage et la maternité de cinq ans. Les données indiquent également que l'éducation est étroitement liée à la maternité et à la taille souhaitée de la famille. Une étude récente de 30 pays africains montre que les femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures ont une fécondité plus faible que les femmes sans instruction (3,4 vs 6,3 naissances par femme). Ceci est également vrai pour la taille désirée de la famille (3,7 vs 5,6 naissances par femme). Ainsi, l'éducation a pour effet à la fois de réduire la fécondité et de modifier les normes sociales liées à la procréation.

S'attaquer à la croissance rapide de la population et diminuer les taux de fécondité sont essentiels à la réalisation d'un dividende démographique. Les efforts pour promouvoir le planning familial volontaire, améliorer la survie de l'enfant, et élargir les possibilités d'éducation pour les filles contribuent à abaisser le taux de fécondité d'un pays et le met sur la voie du dividende démographique.

## Remerciements

Ce document a été parrainé conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations unies et la Commission de l'Union africaine (CUA), avec le soutien financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Bill & Melinda Gates Foundation à travers la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health et la David and Lucile Packard Foundation. Le contenu technique a été fourni par David Bloom, David Canning, Andrew Mason, Ronald Lee, et le Population Reference Bureau.



Africa Union  
Commission



Economic Commission  
for Africa